



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

27/05/2024

Rapport du FMI sur la France – les fortes pensées du consensus de Washington

Les experts du FMI, dans le cadre de missions institutionalisées auprès des Etats, ont effectué une mission en France entre 13 et 22 mai et rendu public une synthèse dès le 23 mai 2024. Nous avons parcouru ce *pensum* d'une désespérante orthodoxie.

Dès l'introduction, le ton est donné : « *La réforme des retraites et les réformes de l'assurance chômage ont commencé à porter leurs fruits. Les autorités doivent poursuivre leur ambitieux programme de réformes structurelles, promouvant l'emploi et renforçant la productivité.* » Nous ignorons de quels fruits il s'agit mais en tous cas, l'annonce récente de la nouvelle révision des modes d'indemnisation par le gouvernement va assurément dans le « bon » sens. Car, il est clair pour les experts que moins le système d'indemnisation est « généreux », plus la motivation pour retrouver un travail est grande. Evidemment, ce langage est trop prosaïque pour les experts qui ont leur vision un peu particulière des « incitations » au travail (terme utilisé dans la synthèse.)

Pour les experts du FMI, la croissance 2024 en France serait de 0,8%, à comparer avec la prévision retenue par le gouvernement pour établir le budget 2024, 1,4%. Le déficit des comptes publics serait de 5,3% pour le FMI contre 4,4% pour le gouvernement qui a ensuite réévalué sa prévision 2024 à 5,1% en avril dernier. Nous mesurons dans la valse des prévisions le sérieux des experts de Bercy.

Le FMI encourage le gouvernement français à prendre des mesures pour réduire le déficit public afin de contenir la dette publique (112% du PIB). A cet effet, il préconise de viser à réduire les dépenses courantes car, côté recettes, les marges sont inexistantes dans la mesure où les niveaux d'imposition seraient déjà élevés. Voilà bien mal considérés les efforts pluri-décennaux des gouvernements français pour exonérer les entreprises et le capital de toutes sortes de taxes et cotisations (considérés comme un impôt sur le travail par les experts du FMI). Parmi les dépenses courantes à ajuster : les allocations chômage et « les dispositifs de soutien aux travailleurs et aux entreprises » (sic).

Pour le FMI, la France bénéficie d'une économie bien diversifiée car... elle s'est désindustrialisée. Et donc, la France est moins dépendante d'importations en biens intermédiaires que les autres pays européens et pour cause, puisque précisément, elle compte davantage sur les services que l'industrie. Pour autant, la France doit – nous disent les auteurs du rapport – continuer à promouvoir une industrie innovante, promotion dont les effets ne sont pas probants -c'est le moins que l'on puisse dire.

Enfin, il va sans dire que le FMI ne pouvait terminer son rapport concernant un pays membre de l'Union européenne sans en chanter les charmes. Le rapport préconise un approfondissement du marché unique européen pour stimuler la concurrence dans cet espace économique, concurrence qui permet, c'est un lieu commun des économistes libéraux, de baisser les coûts (surtout celui du Travail). Il est également recommandé d'aller plus loin dans l'intégration des marchés des capitaux (avec mesures fiscales à la clé). Bref, toutes ces mesures européennes sont susceptibles d'aider la France à surmonter ses difficultés conjoncturelles.

Enfin surtout : « *limiter les interventions de l'État face aux défaillances de marché et maintenir des règles équitables entre les entreprises et les secteurs, de façon non discriminatoire pour les partenaires commerciaux, aideraient les entreprises tout en promouvant l'innovation, la productivité et la croissance.* » Il est bon de rappeler en conclusion la doxa du consensus de Washington (ville qui accueille le FMI et la Banque mondiale, grands agents de la libéralisation économique et du règne du capital).

Ce qu'il y a d'étonnant dans les rapports d'expertise du FMI, c'est qu'il n'y a jamais aucune surprise. Ils demeurent obstinément au niveau zéro de l'analyse macroéconomique avec des recettes éculées issues de la tristement célèbre Université de Chicago (citadelle des économistes d'extrême libéralisme qui tiennent les

partisans de l'économiste britannique Keynes, inspirateur de l'action économique de l'Etat dans le cadre d'une économie capitaliste d'après-guerre, pour des gauchistes, c'est tout dire).

Pour le gouvernement français, ce type de rapport reste du pain béni puisqu'il avalise ses décisions. Sous couvert de technicité (assez pauvre surtout en regard des émoluments de ces experts), les rapports du FMI délivre un message à haute teneur idéologique avec quelques adaptations selon la préoccupation du moment (ainsi aujourd'hui la transition énergétique). Malheureusement pour les peuples, ces incantations, doux ronronnements pour le Capital, ont de fâcheuses traductions dans leur vie réelle.